

# QUAND LA LIBÉRATION DES FEMMES RENCONTRE LA LIBÉRATION DES SEMENCES

**Miriam Nobre**

**La Découverte | *Mouvements***

**2005/4 - no 41  
pages 70 à 75**

**ISSN 1291-6412**

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/revue-mouvements-2005-4-page-70.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Nobre Miriam, « Quand la libération des femmes rencontre la libération des semences »,  
*Mouvements*, 2005/4 no 41, p. 70-75. DOI : 10.3917/mouv.041.0070  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Quand la libération des femmes rencontre la libération des semences

PAR  
MIRIAM NOBRE\*

Grâce à l'industrialisation des grandes exploitations, à l'usage massif des engrais et pesticides, le Brésil est aujourd'hui l'un des premiers exportateurs de produits agricoles, en particulier de soja et de maïs transgéniques. Le prix payé pour cette révolution est la disparition accélérée de l'agriculture familiale et la permanence de la sous-alimentation. Les organisations paysannes brésiliennes se battent pour la réforme agraire et pour des pratiques moins destructrices de l'environnement. En leur sein, les agricultrices disent aussi qu'une agro-écologie est une question de genre<sup>1</sup>.

L'histoire du Brésil se confond d'une part avec l'histoire de l'appropriation privée de son immense territoire et de ses richesses naturelles, et d'autre part avec les luttes organisant les résistances à ce processus. La concentration des terres est à la base de l'immense inégalité de revenu dans le pays. Aujourd'hui, les propriétés de plus de deux cents hectares représentent 5,3 % des exploitations rurales existantes, occupent plus de 70 % de la surface agricole et emploient 12,7 % de la force de travail agricole. Alors que l'agriculture familiale représente 93,8 % des exploitations agricoles, elle occupe 29 % de la surface et emploie 87,3 % des travailleuses et des travailleurs agricoles.

La concentration des terres s'est intensifiée à partir des années soixante-dix avec l'expansion de l'industrialisation agricole, soutenue par le gouvernement fédéral à l'aide de crédits et d'assistance technique, diffusant ainsi le modèle technologique connu sous le nom de « révolution verte ». Ce modèle est basé sur la monoculture de grandes surfaces agricoles, la mécanisation et l'usage intensif d'adjuvants agricoles. Les agriculteurs achètent des semences produites par des entreprises privées et sélectionnées pour leur productivité. Ils achètent de l'engrais chimique, des herbicides, des pesticides. Ils achètent des tracteurs et du matériel agricole et beaucoup de diesel. Et pour acheter tout cela, ils font des emprunts à la banque. Le bilan de cette « révolution » montre que la productivité agricole moyenne a augmenté mais qu'elle a accru la destruction des sols, de l'eau, de l'atmosphère. Au cours de cette modernisation, des millions de familles

\* Agronome, membre de l'équipe technique de SOF – Organisation féministe Sempreviva –, du Réseau économie et féminisme/Réseau latino-américain des femmes transformant l'économie et du comité international de la Marche mondiale des femmes.

1. Traduit du brésilien par Odette Barbosa.

d'agriculteurs ont perdu leurs terres et la faim a augmenté. Les entreprises industrielles d'adjuvants, qui sont détenues par un nombre restreint de transnationaux, ont grandi.

Un nouveau cycle de concentration du revenu et de la terre s'est mis en place depuis quelques années, toujours avec l'appui du gouvernement fédéral. On estime à 90 000 le nombre d'exploitations agricoles qui cessent d'exister chaque année au Brésil. Parmi celles-ci, 97 % sont des exploitations agricoles familiales. Deux raisons principales expliquent la situation actuelle. La première porte sur les politiques macro-économiques de création des excédents de la balance commerciale par l'accroissement des exportations agricoles. Celles-ci sont perçues comme le seul moyen pour assurer le paiement de la dette extérieure et les intérêts de la dette intérieure. Elles viennent renforcer la position subalterne du Brésil dans la division internationale du travail qui confine les pays du Sud à l'exportation de produits issus de l'exploitation intensive des terres, de la force de travail et des ressources naturelles. Elles ont renforcé l'importance politique et économique des latifundiaires et de l'agriculture patronale : 39,4 milliards de crédit ont été accordés à l'agriculture patronale pour la récolte 2003/2004, contre 7 milliards à l'agriculture familiale. La seconde raison est l'augmentation du pouvoir des sociétés productrices d'intrants agricoles du fait de l'extension des usages des semences transgénétiques. Ces semences ont été développées pour répondre aux problèmes posés par les adjuvants agricoles : engrais chimiques, herbicides et pesticides. Dans le même temps, la dépendance vis-à-vis des sociétés de l'agro-industrie augmente du fait que ces semences sont produites par les mêmes corporations. Les semences produites à la ferme ne peuvent pas être replantées sans que des royalties soient payées aux sociétés productrices des semences, considérées légalement comme les propriétaires des générations successives de grains.

Les pressions de ces sociétés pour obtenir la dissémination et la légalisation des semences transgénétiques ont donné lieu, dès le départ, à des réactions de la part des organisations environnementales (*Greenpeace*), de consommateurs, (l'IDEC, Institut de défense du consommateur), et de travailleurs, comme les organisations qui constituent au Brésil la Via Campesina<sup>2</sup>. Diverses actions de pression sur les pouvoirs publics ont été réalisées, de même que des actions judiciaires, des occupations de champs d'expérimentation et des incendies de plants transgénétiques, des dénonciations publiques et l'étiquetage de produits contenant des transgénétiques. La Campagne pour un Brésil libre de transgénétiques, qui réunit tous ces secteurs, a débuté en 1999. Dans le cadre de la Campagne, les ONG agroécologiques (Esplar, Fase) et féministe (SOF) ont réalisé en 2001 un séminaire « Les transgénétiques – en quoi concernent-ils les travailleuses agricoles? » À sa suite les directions de quarante mouvements des travailleuses agricoles ont rejeté les transgénétiques dans le contexte d'un questionnement global sur place des femmes dans l'agriculture, la « modernisation » de l'agriculture brésilienne et le modèle de la révolution verte.

2. La Via Campesina, créée en 1992, qui réunit des organisations nationales de paysans originaires de 76 pays, a réalisé depuis sa création quatre Conférences internationales. Depuis l'avant-dernière conférence, les femmes de la Via Campesina se réunissent auparavant, dans l'Assemblée des Femmes. Lors de la dernière Conférence, qui a eu lieu en juin 2004 à Itaici, São Paulo, la Conférence a réaffirmé ses objectifs, et parmi ceux-ci, le questionnement de la révolution verte et des transgénétiques. VIA CAMPESINA, *Biodiversidad y recursos genéticos*, Documento de la III Conferencia Internacional de Via Campesina, 2000 ([www.viacampesina.org](http://www.viacampesina.org)).

● **Les femmes dans l'agriculture familiale**

Les agricultrices sont en effet une des catégories les plus vulnérables de la société brésilienne. Les femmes du secteur rural perçoivent en moyenne l'équivalent de 38 % du revenu des hommes vivant de l'agriculture, 34 % de celui des femmes de milieu urbain et 17 % de celui des hommes de milieu urbain. Plus de cinq millions de femmes travaillent dans les champs sans rien recevoir et environ 3,6 millions d'entre elles reçoivent juste un salaire symbolique. Au milieu des années quatre-vingt-dix, les femmes représentaient seulement 12,6 % des bénéficiaires de la réforme agraire au Brésil, alors que lors des récentes distributions de terre en Colombie, ce pourcentage atteignait les 45 %. On estime que l'accès des femmes au crédit public (Pronaf) est concentré sur les micro-crédits et qu'il ne dépasse pas, au total, 10 % des crédits accordés.

Le paradoxe est que les agricultrices représentent un des secteurs les plus organisés des mouvements paysans<sup>3</sup>. Ces mouvements sont répartis sur l'ensemble du territoire national. Ils ont deux origines différentes. Le premier se concentre autour des syndicalistes de CONTAG, qui s'expriment au niveau international dans le Réseau latino-américain des paysans. Le second a pour origine les femmes des mouvements qui s'organisent au sein de la Via Campesina. Ces deux protagonistes ont mené à bien de grandes mobilisations ces dernières années. Les femmes de CONTAG et leurs alliées ont organisé en 2000 et en 2003 les Marches des Marguerites, qui ont réuni entre 20 000 et 30 000 agricultrices à Brasília. Dans le même temps, les femmes de la Via Campesina organisent des camps dans les villes et des mobilisations le 8 mars. Ces deux secteurs ont participé activement aux mobilisations de la Marche mondiale des femmes en 2005. Elles ont été au départ de la Lettre mondiale des femmes pour l'Humanité qui a réuni 30 000 femmes à São Paulo et trois mille femmes lors de son premier passage à Porto Xavier, à proximité de la frontière avec l'Argentine. La majorité d'entre elles sont des travailleuses agricoles de la région.

Peu visibles dans les documents officiels, les femmes de la Via Campesina sont par contre très actives dans la Campagne contre les transgéniques et agissent avec un ton qui leur est propre. Certaines d'elles s'identifient aux traditions culturelles qui associent la production agricole à la reproduction de la vie humaine. La terre est la mère, la *pachamama*, et, tout comme les femmes gardent dans leur ventre l'enfant jusqu'à ce que celui-ci soit prêt à naître, la terre garde la semence jusqu'à l'émergence de la plante. Les femmes deviennent ainsi, par leur capacité à procréer, les gardiennes de la semence. Outre une revendication de l'expérience propre que les femmes ont de la nature, il est possible de retrouver dans la culture rurale cette relation entre les agricultrices et les semences. Encore aujourd'hui, dans la division sexuelle des tâches agricoles, les femmes s'occupent du potager, du débroussaillage, dans certaines communautés, de l'extraction, et ont ainsi accompli pendant des siècles l'acte important de préserver la biodiversité, en domestiquant les semences et en sélectionnant les variétés. Les processus de sélection réalisés par les femmes prennent

3. Il existe aujourd'hui au Brésil des organisations autonomes de femmes paysannes (Movimento de Mulheres Camponesas, Movimento Mulheres Trabalhadoras Rurais do Nordeste), des femmes organisées en groupe des femmes au sein de mouvements mixtes (Comissão de Mulheres da Confederação Nacional de Trabalhadoras e Trabalhadores na Agricultura – CONTAG –, Mulheres do Movimento dos Sem Terra – MST –, Movimento dos Atingidos por Barragens – MAB –, Movimento dos Pequenos Agricultores – MPA), des organisations par secteurs ou centres d'intérêts (Movimento Interestadual de Mulheres Quebradeiras de Coco, Movimento de Mulheres da Amazônia).

pour cible la capacité de résistance de la plante, mais aussi les propriétés culinaires du grain : le haricot qui cuit plus rapidement et fait plus de bouillon, le maïs le plus approprié à la préparation de la tortilla<sup>4</sup>. C'est donc un mouvement qui va à l'inverse de la sélection opérée par les sociétés productrices de semences, qui recherchent seulement à accroître la productivité et la résistance aux agrototoxiques.

Par ailleurs, la révolution verte contribue à exproprier les femmes de leur condition d'agricultrices. Les activités qu'elles réalisent dans l'unité de production sont considérées comme des activités complémentaires et vidées de leur contenu. Les technologies de la révolution verte sont basées sur l'économie de main-d'œuvre, alors qu'en fait le besoin de main-d'œuvre se fait beaucoup plus sentir au moment des récoltes. Ceci provoque une réorganisation de la force de travail dans la famille, avec une délocalisation des femmes hors de l'activité agricole. Dans les familles remaniées, les femmes sont confinées à la fonction de maîtresse de maison, leur contribution financière et essentielle est remplacée par le travail domestique.

Des observations empiriques et quelques études ont démontré que les agricultrices sont plus ouvertes aux pratiques de l'agriculture biologique<sup>5</sup>. Ceci ne s'explique pas par une liaison en soi plus forte des femmes avec la nature, mais par le fait que les femmes ont été exclues par ce qui est appelé modernisation technologique dans l'agriculture. Les femmes n'ont jamais été l'objet d'attention des vendeurs et des techniciens des sociétés de semences et d'agrototoxiques. Les activités du développement rural officiel ont, dans la majorité des cas, pour objectif de leur enseigner à être de meilleures mères et de bonnes épouses. De plus, l'idée d'ordre et d'homogénéité portée par l'agriculture industrielle va à l'encontre des pratiques des agricultrices. Un des principes à l'origine de la relative capacité de résistance de l'agriculture familiale a été le recours à la polyculture, la combinaison de produits variés. Comme le dit l'adage « populaire » : « *plus confus que le potager d'une femme* »... La recherche de la productivité maximale, que ce soit pour avoir un bon revenu ou pour payer la banque et posséder quelques biens, amène les agriculteurs à recouvrir la plus grande surface de terre possible pour pratiquer la monoculture. Cette forme d'occupation des sols restreint à son minimum la surface disponible pour les femmes. Elle limite aussi leurs choix de pratiques agricoles dans la mesure où ceux-ci doivent être compatibles avec la culture considérée comme principale. L'intérêt des femmes pour les cultures biologiques est ainsi menacé puisque celles-ci sont soumises à la contamination par les pesticides ou les gènes modifiés utilisés dans les champs de leurs maris.

L'expérience montre donc aux agricultrices que la révolution verte n'est pas seulement discriminatoire d'un point de vue de classe quand elle opère une sélection entre les agriculteurs « aptes » et les agriculteurs « non aptes », mais aussi d'un point de vue de genre<sup>6</sup>. Elles ont toutes les raisons pour ne pas faire confiance aux transgénétiques. Celles qui sont engagées dans les mouvements des agricultrices le font de manière collective, en échangeant des semences, des champs d'expérimentation, en remettant en question les « options » technologiques de leurs pères et maris.

4. H. FRIEDMAN, « Refazendo "tradições" : mudanças na economia política da alimentação », in N. FARIA e M. NOBRE (Org.), *Economia Feminista*, SOF, São Paulo, 2002.

5. M. PACHECO e S. CAMURÇA, *Programa Integrado de Capacitação em Gênero: desenvolvimento, democracia e políticas públicas: quarto caderno: experiências rurais*, FASE, Rio de Janeiro, 1998.

6. V. SHIVA, « Reduccionismo y regeneración: crisis en la ciencia », in M. MIES e V. SHIVA, *Ecofeminismo. Teoria, crítica e perspectivas*, Icaria, Antrazyt, Barcelona, 1997.

### ● Alter-mondialisme et agroécologie

Les raisons qui poussent nombre d'activistes à protester contre les transgénétiques se diffusent et viennent s'intégrer dans le cadre de la dénonciation et de la résistance à l'extension des relations du marché à toutes les dimensions de la vie humaine. Les convergences se réalisent au fur et à mesure que les femmes perçoivent que les attaques qui visent à faire de l'agriculture une monoculture exportatrice sont les mêmes que celles qui visent à faire de leur corps un « *territoire occupé* », c'est-à-dire les envahisseurs « *représentatifs de la culture patriarcale dans toutes les instances privées et publiques* » et les personnifications du capital<sup>7</sup>.

7. A. ROTÂNIA, « Formas atuais de intervenção no corpo das mulheres », N. FARIA e M. SILVEIRA (org.), *Mulheres, Corpo e Saúde*, SOF, São Paulo, 2000.

Les jeunes du mouvement contre la mondialisation ont adopté *Mac Donald's* comme symbole de la société de marché. Le 8 mars 2002, à l'occasion de la journée internationale de la femme, des militantes du Lien national des mouvements de femmes ouvrières agricoles du Brésil, du Lien national des femmes agricoles du Chili ont, parmi d'autres, effectué des occupations symboliques de *Mac Donald's*. Le thème central de leur action était de dénoncer la destruction des cultures alimentaires populaires et de l'agriculture campagnarde opérée par les multinationales. Au Brésil pendant les manifestations de la Marche mondiale des femmes contre les transgénétiques, un des slogans était « *nous voulons manger du riz avec des haricots, avec Monsanto nous ne le pourrions plus* ». En novembre 2003, pendant le Forum social brésilien à Belo Horizonte, des membres de la Marche mondiale des femmes et du campement de la jeunesse ont formé le Front de libération des semences. Ses actions se placent dans une perspective de réponse à la propagande des grandes compagnies. *Monsanto* a diffusé dans les revues brésiliennes une publicité avec un beau paysage dans lequel une femme noire, habillée comme une Anglaise pendant un safari en Afrique, tient une affiche sur laquelle est inscrite la phrase suivante : « *Ceux qui défendent la nature défendent aussi les transgénétiques* ». Lors du FSB, une action éducative a été réalisée à l'intérieur du supermarché Carrefour où les produits qui contenaient des transgénétiques ont été dûment identifiés avec des étiquettes tandis que des tracts étaient distribués à la clientèle. Une des activités de préparation de cette action fut la création collective de parodies des jingles des sociétés industrielles alimentaires avec des paroles s'opposant aux transgénétiques.

Les réponses ne peuvent se limiter à l'organisation des actions de protestation. Il s'agit aussi de favoriser les expériences de transition des modèles actuels de développement agricole vers une agriculture respectueuse du développement soutenable et des relations sociales égalitaires, vers une agroécologie. *A priori* celle-ci entretient des rapports conflictuels avec les réflexions sur les rapports de genre. En agroécologie, il s'agit de « *naturaliser* » des pratiques agricoles à travers l'application des principes écologiques alors que dans le champ des relations sociales de genre, l'objectif est une « *dénaturalisation* » des attributions conférées au féminin et au masculin. Ce n'est pas parce que, pour l'agriculture écologique, le naturel est associé au sain et au sûr qu'il faudrait, dans les relations de genre, considérer que les relations traditionnelles entre hommes et femmes sont plus naturelles et donc à promouvoir. Ces oppositions sont toutefois en train de se déplacer.

En 2002, la première Rencontre nationale de l'agroécologie (ENA) a introduit l'idée d'une défense spécifique des agriculteurs et des personnes qui pratiquent l'agroécologie, en dehors des ONG et des centres de recherche. Au sein de cette première ENA, il y avait un groupe, dénommé groupe « genre », chargé de présenter les expériences réalisées par des femmes, et de discuter transversalement la question de genre dans les groupes qui débattaient d'autres sujets. Un des points forts de cette présentation fut l'expérience de groupes de femmes casseuses de noix de coco qui extraient la noix de coco dans les locaux dispersés sur des terres appartenant à des particuliers. Ce mouvement, dont l'organisation est forte et qui compte des années de lutte, a demandé que l'accès aux locaux d'extraction soit libre, remettant ainsi en question la privatisation des ressources naturelles. Ce genre de lutte est, dans une certaine mesure, plus facile que la remise en cause de ce qui est vécu au quotidien, dans bien des foyers, avec des maris et des parents. Même dans des fermes agroécologiques qui sont des modèles en leur genre, le mari définit l'occupation de l'espace, et il existe nombre de situations dans lesquelles la femme ne peut ni élever ses poules pour l'usage domestique, ni interférer dans les plantations décidées par le chef de famille. Ce type de situation nous met face au dilemme d'avoir à choisir entre la valorisation des initiatives qui ont été réalisées jusqu'à présent par les femmes et, pour cela, élargir ce que recouvre la notion de pratiques agroécologiques en y associant des activités comme la cueillette, les productions artisanales avec des matières premières locales, ou au contraire de revendiquer la participation des femmes aux activités productives dominées par les hommes. Parce que le travail des femmes agricultrices est largement invisible, pour la deuxième ENA, prévue pour 2006, les ONG féministes et agroécologiques préparent une rencontre d'expériences menées à bien par des femmes, dans les domaines non seulement de la production agricole mais aussi de la santé, de l'assistance, ou de la citoyenneté.

### ● Et le débat continue...

L'idéologie qui considère que les ressources naturelles sont inépuisables et gratuites est aussi celle qui fait du temps de travail des femmes une denrée inépuisable et élastique permettant qu'une journée de travail continue comprend à la fois le travail rémunéré ou non sur l'exploitation et le travail domestique ou communautaire qui eux sont gratuits et invisibles. Le dilemme entre la valorisation des pratiques réalisées aujourd'hui par les femmes et la volonté de rompre avec la division sexuelle du travail qui sous-tend ces tâches et limite des possibilités d'épanouissement des femmes n'est qu'une fausse opposition. L'économie féministe nous a apporté de nouveaux points de vue pour imaginer une inversion des logiques de fonctionnement de l'économie pour faire du bien-être des personnes le principal enjeu, dépasser la division sexuelle du travail, rééquilibrer la production et la reproduction. C'est ce à quoi les luttes communes des féministes et des agricultrices brésiliennes essaient de contribuer. ●